

ILS MANQUENT DE TOUT ! Aidez-les

L'effort de tous les camarades et de toutes les sections du S.I.S.L. pour les réfugiés espagnols se poursuit. Il permet à notre organisation d'élargir son travail de solidarité et de soutenir désormais, non seulement le camp de Tarbes, mais divers camps de réfugiés plus éloignés de la frontière.

De nouveaux versements de fonds nous parviennent. Parmi les derniers, voici des listes de souscription : Section de Lille, 50 fr.; Ain, 50 fr.; Marie, 50 fr.

D'autre part, des appels ont été lancés au Fonds américain pour les prisonniers et les réfugiés politiques, au Fonds belge, au Fonds de Solidarité internationale de l'Afrique du Sud. Nul doute que ces appels ne soient favorablement accueillis par nos organisations sœurs.

En France même, il faut faire encore plus et mieux que nous n'avons fait jusqu'ici !

Que chacun continue à prospecter vêtements, vivres et argent ! Demandez-nous et faites circuler partout des listes de souscription ! Pas une réunion sans appel et sans une collecte pour l'aide au S.I.S.L. aux réfugiés d'Espagne !

Adressez les colis au local de l'Union des Campesurs du 15^e, 26, rue des Entrepreneurs, Paris (15^e); et l'argent au c. c. p. Suzanne Jubault 2313-31, Paris.

La tragédie d'Espagne par Léon TROTSKY

L'une des pages les plus tragiques de l'histoire contemporaine est en train de s'achever en Espagne.

Du côté de Franco, il n'existe ni une armée sûre, ni l'appui du peuple, mais seulement l'avidité des capitalistes prêts à détruire les trois quarts de la population pour arriver à maintenir leur domination sur le reste. Cependant, cette férocité de cannibales ne suffit pas pour remporter la victoire sur l'héroïque prolétariat espagnol. L'aide de l'adversaire était indispensable à Franco. Et il l'obtint. Son principal auxiliaire fut et demeure : Staline, le fossoyeur du parti bolchevick et de la révolution prolétarienne. La chute de Barcelone, la grande capitale prolétarienne, c'est le châtiment de l'insurrection des ouvriers de Barcelone en mai 1937.

Aussi falote que soit la personnalité de Franco, aussi misérable que soit sa clique d'aventuriers sans honneur, sans conscience et dépourvus de talents militaires, la grande supériorité de Franco réside en ce que, lui, il a un programme clairement défini : la sauvegarde et la stabilisation de la propriété capitaliste, de l'oppression des exploités et de la domination de l'Église; enfin, la restauration de la monarchie.

LES CLASSES POSSEDANTES SOUTIENNENT FRANCO

Les classes possédantes de tous les pays capitalistes — aussi bien démocratiques que fascistes — ont prouvé que, dans les faits, elles se rangent du côté de Franco. La bourgeoisie espagnole est passée, dans son entier, dans le camp de Franco. A la tête des Républicains, restait le rebut des porte-boucliers « démocrates » de la bourgeoisie. Ces messieurs ne pouvaient passer dans les rangs du Fascisme, car les sources mêmes de leur influence et de leurs revenus jaillissaient des institutions de la démocratie bourgeoise qui exigent (ou exigeaient autrefois) pour leur fonctionnement normal, des avocats, des députés, des journalistes, en un mot, les héros démocrates du capitalisme. Le programme d'Azana et Cie c'est le regret mélancolique du jour qui vient de s'écouler. Ce qui constitue une plate-forme tout à fait insuffisante.

Le Front Populaire eut recours à la démagogie et à la tromperie pour entraîner les masses derrière lui. Pendant une certaine période, cette tactique fut couronnée de succès. Les masses qui avaient assuré tous les succès antérieurs de la révolution, continuaient à croire que la révolution parviendrait à sa conclusion logique, c'est-à-dire, à achever de modifier les rapports de propriété : donner la terre aux paysans, remettre les usines aux mains des ouvriers. La force dynamique de la révolution résidait précisément en cet espoir des masses en un avenir meilleur. Mais, Messieurs les Républicains firent tout ce qui était en leur pouvoir pour couler, dans leur pouvoir ou même simplement, noyer dans le sang les espoirs profondément enracinés dans le cœur des masses opprimées.

L'ENERGIE DES MASSES S'AFFAIBLIT

En résultat, nous avons assisté pendant les deux dernières années à la croissance de la méfiance et de la haine des paysans et des ouvriers pour les cliques républicaines. Le désespoir ou la morne indifférence remplacèrent peu à peu l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Les masses tournaient le dos à ceux qui les avaient déçus et les avaient écrasés. Telle est la cause primordiale de la défaite des troupes républicaines. L'inspiration de la duplicité et du massacre des ouvriers révolutionnaires d'Espagne fut Staline. La défaite de la Révolution Espagnole retombe comme une nouvelle tache

indélébile d'infamie sur la clique du Kremlin déjà entièrement découverte de honte.

L'éroulement de Barcelone porte un coup terrible au prolétariat mondial, mais il fournit aussi un enseignement de première importance. Le mécanisme du Front Populaire Espagnol, en tant que système organisé de duplicité et de trahison des masses exploités, est maintenant mis à nu dans son moindre détail.

Une fois de plus, est apparu de caractère réactionnaire et, en même temps, l'inconsistance du mot d'ordre de « La Défense de la Démocratie ». La bourgeoisie veut prolonger le maintien de son oppression. Les ouvriers veulent se libérer de l'exploitation. Voilà les buts réels des deux classes fondamentales dans la société moderne.

LES ARTISANS DE LA DEFAITE

Les cliques misérables des intermédiaires petits bourgeois, ayant perdu la confiance et les subventions de la bourgeoisie, s'efforcent de sauver le passé sans faire de concessions au lendemain.

Sous l'étiquette du Front Populaire, ils fondèrent une société par actions. Sous la direction de Staline, ils ont rendu inévitable la plus terrible des défaites alors qu'ils avaient en mains tous les éléments pour vaincre.

Le prolétariat espagnol a donné des preuves extraordinaires de sa puissance d'initiative et de son héroïsme révolutionnaire. Ce sont les « chefs » mesquins, méprisables et profondément corrompus, qui voquèrent la déroute de la révolution. L'effondrement de Barcelone signifie avant tout l'effondrement de la 2^e et de la 3^e Internationales aussi bien que celui de l'Anarchisme pourri jusqu'à la moëlle.

Camarades ouvriers, en avant dans une nouvelle voie ! En avant dans la voie de la Révolution.

Léon TROTSKY.

Amnistie ! Amnistie !

6 mois de prison à Stève !

Dans son audience du vingt et un février, la douzième chambre du tribunal correctionnel a infligé six mois de prison par défaut à notre camarade Stève, un des militants les plus actifs de la *Jeunesse Socialiste Révolutionnaire*, pour l'affiche « Cette guerre n'est pas notre guerre ».

Cette nouvelle condamnation s'ajoute à celles déjà prononcées contre Suzanne Charpy et contre Lorel, les gérants de la « Lutte Ouvrière » et de « Révolution ». Et maintenant vont venir devant le tribunal de nouveaux procès contre notre presse, toujours sous le prétexte de « provocation de militaires à la désobéissance ». Le *Populaire* et l'*Humanité*, hurlent à la résistance, à la défense de l'honneur national et font le jeu de la bourgeoisie impérialiste qui nous prépare une nouvelle « dernière guerre » du droit et des démocraties « pour Prague hier, pour Tunis et Djibouti demain; notre presse et nos organisations préservent autant qu'elles le peuvent les travailleurs et la jeunesse prolétarienne des dangers de la prochaine hécatombe et de l'union sacrée qui leur coûte déjà tant de sacrifices. C'est pour cela que la bourgeoisie et ses juges s'acharnent chaque semaine contre Stève, Suzanne Charpy, Lorel et contre la « Lutte Ouvrière » et Révolution.

Camarades, faites votre devoir en

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

A la classe ouvrière internationale de venger ses morts, de chasser les traîtres, d'écraser les assassins de l'Espagne ouvrière

La classe ouvrière espagnole va, dans les jours qui viennent, avoir à solder le prix de deux trahisons : celle du Front Populaire espagnol, celle du Front Populaire international, c'est-à-dire, la faillite de la politique de l'alliance avec les démocrates espagnols et avec la démocratie internationale. La reconnaissance de Franco par Londres et Paris est conclusion logique de la politique de non-intervention. Depuis Juillet 36 l'impérialisme anglo-français ne vise qu'un but : assurer la victoire de Franco en empêchant Rome et Berlin de tirer les bénéfices de cette victoire.

L'accord conclu par Léon Bérard ne comporte, de toute évidence, aucun engagement de la part de Franco : il porte purement sur des questions techniques (relations postales, chemins de fer, douanes, etc.) et un préambule vide qui affirme l'intention des deux parties de vivre en bons voisins. La note de Burgos à Londres semble être plus précise : elle ne peut toutefoires que contenir des phrases générales sur la volonté de Burgos de faire de l'Espagne nationaliste un pays indépendant et de ne pas exercer, vis à vis des républicains, de représailles, mais seulement la justice.

Mais ces engagements très vagues satisfont pleinement Daladier et Chamberlain : ils leur permettent de sauver la face. En réalité, dès la chute de Barcelone, Londres et Paris étaient décidés à reconnaître Franco, dans n'importe quelles conditions. Nous l'avons écrit dès ce moment là ; nous l'avons répété la semaine dernière : l'Angleterre est convaincue que ses finances ne peuvent manquer, dans un délai plus ou moins court, de lui assurer le contrôle de la politique extérieure de l'Espagne Française. Quant à la politique intérieure de Franco, pourquoi la City ne l'approuverait-elle pas des deux mains ? La répression contre le mouvement ouvrier, comment les impérialistes anglais n'y applaudiraient-ils pas ? Et pourquoi M. Daladier, l'homme du 30 novembre, l'homme des camps de concentration ne la verrait-il pas avec enthousiasme ?

Aussi tout en s'affirmant prêt à faire œuvre de clémence, Franco déchaîne

ses sbires : la presse bourgeoise annonce avec satisfaction, chaque jour, des dizaines d'arrestations, dont un grand nombre d'arrestations de femmes. Parmi les militants arrêtés, figure Daniel Rey (Reboul), un des dirigeants de l'aile gauche du P.O.U.M. Mais la plupart des personnes frappées sont des militants du rang obscur, soit des otages, frères, sœurs, femmes, parents de militants se trouvant en France ou en Espagne Centrale. Franco espère ainsi briser le ressort moral de la résistance. Dans le même temps les tribunaux commencent à fonctionner à plein rendement : l'assassinat des ouvriers révolutionnaires prend un caractère officiel et solennel. Par une apyrémie hypocritique, on crée deux justices : un tribunal des responsabilités politiques, présidé par un vénérable professeur, qui a pour tâche de juger les chefs républicains qui sont hors d'atteinte ; tandis que les militants du rang sont entraînés dans la boue et saisis comme des criminels de droit commun. La tradition versaillaise renait à Burgos ; des milliers d'ouvriers honnêtes sont accusés de vol, de viol, d'incendie, de meurtre ; des combattants héroïques sont représentés comme la lie de la population. La presse française, la presse britannique, Thiers et de Maxime du Camp, répand sa bave sur les vaillants combattants, que la France emprisonne et assassine, les traite de pillards, de bandits et de lâches, pendant qu'elle traite ceux qui sont restés en Espagne de bourreaux sadiques et de catins sanglantes.

Messieurs de la presse, messieurs du ministère, le sang des victimes innocentes retombera sur votre tête. Vous exultez au bruit des pelotons d'exécution, le délire fébrile des internés d'Argelès et de Saint-Cyprien vous met l'âme en joie ; vous belles dames sentent monter sur elles l'envie de surpasser leurs grands-mères, qui crevaient les yeux des cadavres de leurs parapluies... Riez-donc, messieurs, un jour la colère du peuple s'abattra sur vous, impitoyable, vengeresse, sans raffinement, propre et nette, mais impitoyable.

En Espagne, même, les deux partis restent dans l'attente. Peu ou pas d'opérations militaires. Franco attend l'heure où ses adversaires prendront la fuite. Et les héroïques organisateurs de la défaite catalane préparent avec précipitation leur retraite.

Le gouvernement Négrin n'a pas cessé de se pendre aux basques de M. Azana. Celui-ci montre toute la pourriture de la bourgeoisie libérale en se sauvant comme un voleur, laissant sa démission sur le bureau de l'ambassade. Mais la pire honte de cette sinistre farce est que précisément ceux qui font semblant de parler très fort de la résistance, s'attachent seulement à éviter que ce misérable traître fasse l'aveu de sa trahison. Ils n'ont pas un mot pour féliciter la violence du président républicain ; comment le feraient-ils, puisqu'ils l'encensent hier, alors que sa politique était exactement la même politique de trahison ? Pas un mot non plus pour le traître Miaja, l'ancien général républicain qui abandonne ses fonctions parce qu'il est partisan de la paix. Cet officier qui ne savait pas penser autrement que sa caste et que sa classe, comment dénoncer aujourd'hui sa trahison, puisqu'hier on l'encensait ses vertus bougeoises ? L'ambassadeur à Paris ne déclare-t-il pas : « Les républicains espagnols voudraient obtenir du général Franco une large amnistie... » Rien de plus que le droit pour les dirigeants de vivre de leurs rentes à l'étranger.

Tous ces faits ne font que mettre à nu le contenu réel de la politique du gouvernement Négrin. Les phrases sur la résistance à outrance en sont que de la poudre aux yeux. Le Parti Communiste se donne pour tout programme les trois points de Négrin à Figueras : un plébiscite, l'amnistie, l'indépendance nationale. En fait il s'incline devant l'adversaire. Ils n'ont pas un mot pour en appeler au prolétariat. La logique de sa politique de soumission à l'impérialisme fait du « gouvernement de la victoire » un gouvernement de la honte. Il entrera ainsi dans l'histoire, comme l'incarnation de la couraïdise et de la lâcheté bourgeoises et bureaucratique.

H. MORRIS

Où sont les bellicistes ?

La presse fasciste s'est livrée à quelques commentaires au sujet de la condamnation de notre camarade Lorel, gérant de la *Lutte Ouvrière*, à 6 mois de prison.

Le Jour (14 février) accuse la *Lutte Ouvrière* d'avoir « poussé à la guerre » (sic), « en pleine tension diplomatique alors qu'on se trouvait à deux doigts de la guerre voulue par les Soviets... » Quant à l'*Action Française* du même jour, elle publie un communiqué analogue sous le titre : « Le chapitre des bellicistes. »

Ces instruments de la bourgeoisie, qui préparent chaque jour la plus monstrueuse hécatombe que le monde ait vue, ne manquent pas de culot !

Car il ne faut pas oublier que nous avons été condamnés pour un article paru le 30 septembre, qui s'intitulait : « Nous ne marchons ni pour la guerre impérialiste, ni pour le pacte à quatre dirigé contre l'URSS. »

ALGÉRIE 20 ans de prison aux membres du P.P.A.

Alger, 28 février. — Il y a trois semaines, le gouvernement français vient de faire condamner une nouvelle série de militants du Parti Populaire Algérien. Parmi eux se trouvait le camarade Ben Dahmane Amar, arrêté au mois de septembre à Paris, et qui fut transféré à Alger pour être joint au nouveau procès contre 23 membres du P.P.A.

Ces courageux combattants de la cause populaire algérienne étaient accusés de reconstitution de ligue dissoute, le P.P.A. étant poursuivi comme continuateur de l'Étoile Nord Africaine.

Les camarades Mohamed, Jelloul Ahmed, Bondjerida Amar, Filali Embarek, Ben Damare Amar, Boulbara Mohamed, Bou Maza Allaoua, Abderaim Tahar, Marouf Boumedine, Bourzeing Mustapha et Filali Ali ont chacun été condamnés à un an de prison.

Aïouni Lakdar a un an avec sursis. Lassaker Mohamed et Benosman Abdelkrim à 10 mois de prison.

Dix autres ont été condamnés à 6 mois avec sursis.

Tous sont en outre condamnés à l'interdiction des droits civils, civiques et politiques visés par l'article 842 du code pénal.

Encore une fois, avec les travailleurs d'Algérie, à bas le Code de l'Indigénat ! Amnistie !

Sortez les miliciens de prison !

Dans tout le Sud-Ouest, les tribunaux distribuent d'écablantes peines de prison qui s'élevaient jusqu'à deux ans ferme contre des miliciens et des officiers de l'armée républicaine frappés pour vol comme des malfaiteurs de droit commun. Alors que les réfugiés affamés sont exploités et pillés par leurs garde-chiourme débrouillards (argent, valeurs, machines à écrire, automobiles, bijoux, étoffes, montres), on arrête des officiers sur qui l'on trouve des valeurs et on les condamne comme des pillards. Une infâme hypocritie, un esprit de représailles misérable, un esprit de « décisions de justice ». Les magistrats se font juges des conditions dans lesquelles se conduisait la guerre civile, des expropriations qu'elle comportait, des réquisitions faites au profit du gouvernement et des partis ouvriers, des confiscations nécessaires pour payer les munitions et les vieux avions vendus très cher par l'honorable patronat des pays démocratiques et mêle impudemment les pillards et les expropriateurs : On a commencé par soixante-seize officiers de la brigade Lister. Mais aujourd'hui c'est par centaines que des miliciens sont condamnés pour de soi-disant vols commis en Espagne. Même le mythe bourgeois de l'*exterritorialité* doit jouer pour ces faits de guerre. Seuls les *Tribunaux élus par les miliciens* peuvent juger ces faits, appliquer la loi des travailleurs et distinguer le fait de la guerre révolutionnaire du pillage coupable.

Une autre catégorie de militants doit être prise sous sa protection par le prolétariat : il s'agit de ces valeureux proscrits d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne, d'Italie, évadés des prisons des pays totalitaires et expulsés autrefois par mesure de police par la France hospitalière. Ces hommes sont partis vers leur sang en Catalogne pour la cause du prolétariat. Aujourd'hui que le désastre les refoule en France, le gouvernement leur applique son misérable décret-loi Sarrault : au sortir de l'enfer catalan, le gouvernement veut leur infliger six mois de prison et trois ans quand la révolution leur a conféré une nouvelle identité pour leur permettre d'échapper à la répression qui les traque. Ils ont été contraints par la défaite à franchir les Pyrénées. Les travailleurs ne permettront pas qu'on les emprisonne. Le décret est grand pour eux. L'intervention des travailleurs est nécessaire. Pas d'application du décret-loi Sarrault aux miliciens chassés par la défaite. Pas de milicien espagnol dans les prisons.

VENDREDI
 3 MARS 1939

4^e Année — Numéro 111

Le Numéro : 0 fr. 75

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 30 fr.,
 6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
 20 fr. ; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Des Avions !

Des Avions !

M^r Guy la Chambre veut-il 200 avions par mois ? demande Marcel Gitton dans l'*Humanité* du 20 février.

La production actuelle peut être augmentée, explique l'ex-communiste Gitton.

« Mais aurait-on pu faire mieux ? poursuit-il. « Certainement, et je cède la parole à M. Veiller, administrateur délégué de la société des moteurs Gnome et Rhône :

« L'Etat français a passé en l'année 1938 la commande de 600 avions qui représente la cadence de fabrication de 50 avions par mois. Si un effort suffisant était fait au point de vue des commandes, les usines des divers fabricants pourraient faire face à une fabrication de 1.000 avions par an, avec l'équipement en moteurs correspondant, soit 3.000 moteurs et les rechanges. Un tel programme pourrait être exécuté sans qu'il soit besoin d'embaucher un seul ouvrier.

Et Gitton d'ajouter : « Cette déclaration de M. Veiller montre par conséquent qu'il est possible de fabriquer beaucoup plus d'avions qu'on en fabrique présentement, mais que cela dépend en premier lieu du ministère de l'Air ».

Dans l'*Humanité* du 24 février, Gitton veut savoir (quel ignorant !) qui commande au ministère de l'Air. Puis le 26, il expose ses suggestions à M. Guy la Chambre.

« Oui, il serait possible, écrit-il, comme le disait M. Caquot au rédacteur du *Petit Parisien*, de produire 100 et même 1.000 avions par mois. »

Après cette affirmation, Gitton explique que les 45 heures sont mal utilisées. Citons : « Aux Mureaux, où se fabrique le « Potez 630 » la série, 1.000 ouvriers travaillent 40 heures par semaine. Quelques-uns seulement font 45 heures. »

Ainsi, Gitton, député du Parti communiste apporte son appui total à la politique patronale : il fait le front unique avec Veiller, Caquot, etc., contre les intérêts des ouvriers de l'aviation.

Aujourd'hui avec les articles de Gitton, nous pouvons mieux comprendre toute la trahison stalinienne des intérêts ouvriers.

Dans l'aviation, la durée des heures de travail devient difficilement contrôlable : les uns font 40 heures, un autre service fait 45 ou 48 heures, même 54 heures. Des situations privilégiées se créent, la division chez les ouvriers s'accroît.

Ces articles de l'*Humanité* sont importants, non pas seulement pour juger et stigmatiser la politique anti-ouvrière de ce journal, mais surtout pour montrer à nos camarades de l'aviation, le nouveau danger qui les menace : une nouvelle augmentation de la durée hebdomadaire des heures de travail.

C'est la solution la meilleure pour accroître le profit capitaliste.

Gitton offre des suggestions et il répond : « à ceux qui disent : impossible ! » Mais qu'a-t-on fait pendant la guerre ? Et que ferait-on si, par malheur, elle se déclenchait à nouveau ? »

« N'embaucherait-on pas, non seulement des hommes, mais aussi des femmes qui, pour certains travaux, le rivetage à la machine par exemple, sont plus rapides que les hommes ? »

Et nous voilà au fond de la politique stalinienne : relier la situation actuelle à celle de l'impérialisme français en 1914-1918, et faire croire aux travailleurs qu'ils ont à augmenter la production capitaliste pour défendre « La France menacée sur trois frontières ! »

Il y a quelques mois encore, les stalinien disaient que la prochaine guerre ne serait pas comme la dernière : une guerre impérialiste. Aujourd'hui, ils n'utilisent même plus cette supercherie : ils appuient ouvertement et cyniquement la politique impérialiste du capitalisme français. « Remettre la France au travail » devient le slogan de l'union de la nation française contre les intérêts d'une classe ouvrière désorientée, démoralisée, divisée, sans direction de lutte.

L'économie de guerre s'organise. La politique syndicale révolutionnaire consiste à s'opposer à de nouvelles attaques contre les conditions de travail et de vie des exploités.

Dans l'aviation, le problème va se poser certainement dans les semaines à venir. Résistez à cette nouvelle attaque, exigez des salaires adaptés au coût de la vie, c'est la voie pour ressouder le bloc ouvrier et l'engager dans le combat.

Le réveil de la conscience de classe des travailleurs peut surgir de là.

J. BOTTEL.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Le mouvement syndical chrétien et les délégués d'entreprise

Tous les courants réactionnaires font actuellement de gros efforts pour mettre la main sur le réseau des délégués ouvriers d'entreprises, en profitant de la crise de la C.G.T. et de l'échec de la grève générale du 30 novembre.

On connaît le travail de Doriot, qui vient de réunir une Conférence des délégués ouvriers du P.P.F., qui voudrait jouer le rôle des « hommes de confiance » nazis.

Le numéro 10 du Militant ouvrier bulletin d'information des Syndicats Chrétiens d'ouvriers de la Région Parisienne est aussi partiellement consacré à cette question.

Le 20 janvier, ces candidats ont réuni une conférence des délégués, et d'après les comptes rendus, on voit nettement le mécontentement qui agit le cœur-ci, et les efforts des dirigeants pour étouffer et canaliser leur colère. On y voit que les dirigeants se préoccupent surtout de faire des quêtes dans les églises, avec l'accord de M. le Curé, mais les sections d'entreprises les obligent aux démarches.

Ainsi, on signale que dans les produits chimiques, la C.F.T.C. a dû demander avec la C.G.T. une hausse des salaires, dans le Livre aussi. Dans la charcuterie, on a dû demander le maintien des 5/8. Chez Renault, on n'a pas pu faire améliorer les contrats individuels, et chez Rhône, il a fallu s'opposer au travail le dimanche, demandé par la direction à deux reprises.

A propos de la grève du 30, le rapport dit : « S'il n'y eut pas de demandes massives d'adhésions à notre syndicat (métallurgie) pendant et au lendemain de la grève générale, il semble

qu'aujourd'hui un courant dans ce sens se dessine... »

Voici la liste des entreprises où existent des sections : Sautter-Harlé, Carnaud, Laffly, St. F. de Munitions, Renault, Franco-Belge, Edoux — Samain, Marcadet, Cusinberche, Goodrich, Byla, Emeris, La bonne Presse, Engels, Imprimerie Nationale, Comptoir Français, — Locales : Puteaux, Saint-Germain-en-Laye, Le Bourget. C'est malheureusement.

Dans la discussion, l'on indique que chez Wessrecher (meubles métalliques) les Chrétiens ont remporté 3 sièges sur 4. Un autre signale les difficultés chez Gébelot. — P. (Compteurs de Montreuil) dit que le « danger de la faillite de la C.G.T. peut se traduire par la faillite du syndicalisme tout court et demande ce que la C.F.T.C. a fait en vue de l'assouplissement des décrets-lois. — B. signale que les élections des délégués chez Delaunay-Belleville ont été annulées par le Juge de Paix, parce que les Bulletins de vote de la C.G.T. étaient différents de ceux distribués par la direction.

Dans l'ensemble, on a l'impression que les dirigeants chrétiens auraient fort à faire avec leurs membres si la C.G.T. suivait une politique révolutionnaire.

Instinctivement, les ouvriers chrétiens veulent participer aux élections de délégués aux mouvements revendicatifs, pour défendre leurs droits, donc leur classe ! Mais leurs cadres cherchent à les utiliser selon leur politique constante, c'est-à-dire pour la collaboration de classe. Par leurs propres politiques, Jouhaux et Frachon facilitent le jeu des chefs chrétiens ; voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue.

P. VILAIN

Monsieur Paul Reynaud veut augmenter le nombre des accidents de chemin de fer

Comment les cheminots doivent empêcher que 40 heures = 55 heures

L'« INACTION » : LA NOUVELLE INVENTION DIABOLIQUE POUR QUE LA SEMAINE DE 40 HEURES SE FASSE EN 55 HEURES!

Dans notre dernier article d'il y a 15 jours (voir L. O. du 16-2-39) nous avons rendu compte de la façon dont la SNCF, avec la complicité de M. Reynaud, entend utiliser les cheminots pour fournir au patronat de la métallurgie de la main-d'œuvre à bon marché, briser les conventions collectives des métallos en obligeant les prolos du rail à un travail de jaunes.

DE NOUVEAUX GRAPHIQUES D'HORAIRE

M. Reynaud avait annoncé dans ses décrets-lois de novembre que 40.000 cheminots devraient quitter la SNCF. Ce qui ne l'a pas empêché d'avoir le culot de déclarer que les 40 heures restaient la base du travail hebdomadaire. Seulement, il omettait de dire que ces deux mesures sont inconciliables. Et pour cause, car il s'apprêtait non seulement à nous enlever, sur ce point, toutes nos conquêtes depuis 2 ans, mais à nous amener dans une situation pire qu'avant juin 38.

Disons que l'échec de la grève du 30 novembre, conclusion de deux années de collaboration et de trahison stalin-réformiste de la Fédération des Cheminots, a permis à la SNCF de passer à la réalisation de ces attentats contre nos conditions de vie avec une sûreté, une aisance totales. Le devoir des militants révolutionnaires doit être de reconnaître l'échec subi et de dire toute la vérité aux cheminots trompés et trahis par les Sémard, Jarrigion, Liaud et autres ordures.

En principe, les 40 heures se font en 6 jours à raison de 6 h. 40 par jour (car, bien entendu, les 5-8 et le samedi des deux dimanches, c'est un scandale qui fait horreur à M. Paul Reynaud).

C'est ici que commence la canaillerie de l'« Inaction ». On a décidé que dans le travail de chaque cheminot, un certain temps est passé dans l'« inaction » par suite des fluctuations du trafic. La SNCF a donc chargé des inspecteurs de déterminer cette inaction selon la gare, les postes des divers cheminots, etc.

En conclusion de ces travaux, le nouveau régime commence à être appliqué.

Pour concrétiser, nous allons prendre le cas d'une petite gare de la région ouest, la gare d'Arrou.

Le chef de station aura 40 minutes d'inaction, ce qui fait 7 h. 20 par jour qui compteront pour 6 h. 40. Même régime pour le facteur-mixte. Quant aux gardes-signaux, ils ont 2 h. 35 d'inaction, ce qui fait 9 h. 15 par jour de présence échelonnés sur une amplitude de 11 heures 15. Cela fait la semaine de 55 heures et demie.

L'un de ces gardes-signaux aura à travailler de 12 heures à 14 heures et de 18 heures à 1 heure du matin.

M. Reynaud, votre petite personne devrait un peu s'exercer à ce genre de métier : ça lui ferait « aimer le travail »...

Le remplaçant intérimaire aura 9 heures par jour (qui seront, comme toujours, comptées pour 6 h. 40) échelonnées sur 13 heures. Avec des horaires abracadabrants, il n'y a qu'une issue : l'intérimaire reste, en fait, lié tout le temps à la gare et, quand il a un trou d'une heure ou deux, c'est le bistrot qui lui donne refuge.

Le calcul de cette « inaction » est, d'ailleurs, absolument faux. Le chef de station, par exemple, à la direction de la gare, est chef de sécurité, a le premier bureau de billets, a la caisse principale, les litiges, le matériel, la correspondance, les expéditions, arrivages G.V. et P.V., ce qui fait un boulot amplement suffisant. Où donc la SNCF va-t-elle fourrer de l'« inaction » ? Non, non, cette provocation est bien claire : la destruction des 40 heures est ainsi consommée.

Mais, il y a mieux. Les cheminots avaient 21 jours de congé payé. La SNCF décide que l'on aura 21 jours à condition de travailler 42 heures par semaine. Or, même avec des 55 heures par semaine, on sera toujours censé travailler 40 heures. La SNCF ne donne plus que 12 jours pour les soldants 40 heures par semaine. Et pour avoir 21 jours de congé, il faudra donc en récupérer 9, ce qui fait encore 60 heures de plus par an.

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Ces mesures de pure exploitation et de provocations systématiques ne sont que la conséquence de la trahison de la direction de la Fédération des Cheminots. Le Front Populaire a été l'occasion magnifique pour entretenir parmi les cheminots un esprit de collaboration avec le patronat, d'illusions sur des possibilités d'obtenir satisfaction grâce à nos « chefs », bombardés membres du Conseil d'administration de la SNCF. Les mesures actuelles vont ouvrir les yeux aux plus aveugles et seuls les imbéciles et les traitres pourront encore parler de faire confiance à la SNCF et à ses instruments au sein de la Fédération des Cheminots.

Les militants révolutionnaires doivent s'attacher à tirer la leçon des événements au sein de nos syndicats, afin de briser la bureaucratie établie et la remplacer par des responsables nouveaux, révoquables par la base. Seul un travail d'éclaircissement à l'intérieur des syndicats, grâce à un bulletin commun de cheminots révolutionnaires, peut nous permettre de réunir autour d'un plan concret une nouvelle direction. Le Cercle Syndicaliste « Lutte de Classe » peut être ce point de ralliement. Nous faisons un appel pressant aux cheminots du PSOP, anars, « syndicalistes » pour entreprendre ensemble cette tâche.

BELGODERE.

TOULON

LA REPRESSION A L'ARSENAL

C'est bien tard que le gouvernement prend de graves sanctions contre les militants syndicalistes de l'arsenal de Toulon car malgré la presse bourgeoise et aussi malgré l'attitude de la direction de la C.G.T., les ouvriers des arsenaux pleins de combativité pour défendre leur condition de vie avaient répondu dans une moyenne de 85 % à l'ordre de grève générale le 30 novembre dernier. Mobilisés dans l'arsenal, ils avaient répondu à l'ordre de réquisition mais dans tous les services la grosse majorité faisaient la grève des bras croisés. Le lendemain près de 4.000 ouvriers se voyaient infliger une journée de mise à pied et une douzaine d'entre eux, la plupart dirigeants du syndicat, étaient convoqués devant le conseil de discipline. Mais celui-ci n'a pas eu lieu de suite. Il fallait au gouvernement laisser passer le temps afin de noyer les sanctions qui devaient être prises dans d'autres événements plus importants et où l'opinion publique devait se trouver mêlée. Ces événements sont venus avec les revendications italiennes et la nouvelle phase de la guerre en Espagne. C'est à ce moment que le gouvernement se dresse contre la classe ouvrière en rééditant des travailleurs de l'arsenal, en changeant de port le secrétaire du syndicat des travailleurs de l'arsenal en infligeant à quelques autres une rétrogradation de salaire à vie.

C'est une grave mesure contre la classe ouvrière, car ce cas n'est pas unique. Après l'arrestation des militants du syndicat du bâtiment, du syndicat des marins du Havre, de l'Union départementale du Puy-de-Dôme, c'est maintenant au syndicat des travailleurs de l'Etat. Ainsi petit à petit le gouvernement et par conséquent le sinistre Daladier (qui s'est servi du magnifique élan de la classe ouvrière en juin 36 pour redorer le blason du parti radical, parti de qui se détournait les classes moyennes, parti qui trempe dans tous les scandales), ainsi le gouvernement décapite l'appareil de direction de la classe ouvrière.

Mais aussi combien est lourde la responsabilité des partis qui osent aider un tel homme et un tel gouvernement. Combien est lourde la responsabilité de la C.G.T. qui offre au gouvernement une grève générale annoncée 5 jours à l'avance permettant ainsi à celui-ci de préparer la répression. Mais la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot. Subissant aujourd'hui elle saura demain faire payer tous ceux qui l'oppriment et tous si à celui-ci de préparer la répression. La classe ouvrière veut encore combattre. A tel point que malgré la répression et les trahisons qu'elle subit encore les ouvriers de l'arsenal de Toulon étant convoqués pour être leurs délégués auprès de l'administration, leurs voix se groupent à une formidable majorité (85 % des voix) sur les candidats de la C.G.T. et cela quelques jours après la violente répression contre leurs dirigeants. Quant à ceux qui viennent d'être frappés ils doivent être aidés par l'ensemble des ouvriers, mais ils doivent aussi comprendre combien a été funeste la position prise par eux depuis longtemps. Ils sont en partie responsables de leur propre sort car en décourageant les travailleurs, ils ont créé le climat favorable à la répression. Auraient-ils été révoqués si dans l'arsenal et dans le pays il avait existé un vrai organisation syndicale refusant de céder un pouce du terrain acquis, répondant par les moyens appropriés aux attaques gouvernementales et patronales, en un mot pratiquant la lutte des classes et se refusant à lier le sort des ouvriers à celui de la bourgeoisie? Nous ne le pensons pas et c'est pour-

quoi nous appelons l'attention des travailleurs et des paysans contre toute atteinte à ses conditions de vie. La classe ouvrière ne doit pas se trouver pieds et poings liés, par la trahison de la direction de la C.G.T., devant son ennemie de toujours : la bourgeoisie.

C'est pourquoi son action doit être autonome et aussi son action doit être dressée actuellement contre le bureau confédéral de la C.G.T. qui depuis trop longtemps cache d'affreuses combinaisons qui se révèlent chaque fois des trahisons.

Assez : à la porte Jouhaux et les autres. Travailleurs, exigez la démocratie syndicale et choisissez vos dirigeants vous-même, sans donner de mandat impératif à des délégués. Faites jouer la solidarité envers les camarades frappés. Combattez pour leur amnistie totale dans le cadre du syndicat contre le gouvernement de répression; contre Jouhaux, Racamond, Frachon, Michaud pour une C.G.T. révolutionnaire, pour un syndicat de lutte de classe.

L'expérience du Front Populaire à l'usine

CHEZ LIORÉ-OLIVIER

L'évolution des revendications ouvrières de Juin 36 à Janvier 39

(Suite du précédent numéro)

La situation fut sans changement brutal de la fin 37 au mois d'avril 1938. Il faut préciser : sans brutalité ; en fait il y eut des changements, mais ils étaient insidieux surtout sur le plan des agissements de la maîtrise. Par ex. il y eut quelques renvois. C'était symptomatique néanmoins puisque c'était la rupture avec la période où il n'y avait pas de sanction. Ces faits n'entraînaient pas de réaction pour les raisons suivantes : 1° fautes patentes; 2° attitude du syndicat qui se plaçait toujours du point de vue de la production, c'est-à-dire sur le plan de la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Le patronat en liaison avec le gouvernement ayant réussi à faire produire davantage et à rendre l'influence à la maîtrise, il devenait possible d'attaquer les 40 h. Des campagnes de presse eurent lieu. Dans les sphères gouvernementales on pose le problème des 45 heures. Les responsables syndicaux l'ont posé aussi puisque Doury, au mois de mars 1938 faisait des propositions en ce sens au syndicat, des conditions tentaient bien vainement de dissimuler le cynisme de ces propositions.

L'usine d'Argenteuil repoussa la ratification de ces propositions. A Clichy où un certain nombre de camarades venus d'Argenteuil avaient renforcé l'opposition, la ratification fut repoussée dans la sous-section où elle fut présentée.

Les grèves de la métallurgie s'étendant, bientôt les usines d'aviation rentrèrent dans le mouvement. L'arbitrage Jacomet y mit fin : les 45 h. devenaient possibles. La semaine de 45 heures fut mise en application au mois d'août avec la complicité des dirigeants syndicaux, sous forme de dérogation temporaire, c'est-à-dire jusqu'au 15 septembre. A cette date la délégation d'Argenteuil sous la pression ouvrière rappela à la direction que la dérogation devait prendre fin. Clichy accepta sauf à l'outilage. Il n'en fut pas de même à Clichy où les 45 heures continuèrent à être appliquées d'une façon permanente.

En règle générale l'opposition syndicale plus forte à Argenteuil qu'à Clichy poussa la section syndicale et arriva même à lui faire prendre des positions justes. Ceci eut sa répercussion sur la condition de travail. Ainsi jusqu'au lock out de novembre la situation des ouvriers du point de vue des conditions de travail et du rendement était très nettement meilleure à Argenteuil qu'à Clichy.

La fin septembre 1938 marqua sérieusement la vie du syndicat ; on eut un avant goût de ce que serait le travail en temps de guerre : travail le samedi et le dimanche; celui-ci n'eut pas lieu en raison des accords de Munich bien qu'un certain nombre de camarades vinrent travailler le samedi.

La sentence Jacomet prenant fin le 15 octobre le syndicat décida de revenir aux 40 heures ; il ne pouvait pas faire, la direction s'y opposa, le mot d'ordre du syndicat suivi à l'unanimité montre bien la volonté des ouvriers. Ceux-ci furent très surpris de l'attitude du syndicat à ce moment puisque à la suite d'un accord entre le gouvernement l'ordre fut donné de faire 45 (c'était pour éviter les 48 heures disaient les bonzes syndicaux). Cet accord eut lieu le samedi les ouvriers ne furent pas prévenus si bien que le lundi à 7 1/2 au lieu de 7 (horaire de la direction) trouvèrent les portes fermées. Le directeur les prévint de leur licenciement, ce qui ne provoqua aucune réaction du syndicat. Cette sentence fut rapportée quelque heures après, mais la direction avait marqué un point important.

Evidemment les 40 h. étaient ainsi définitivement enterrées. L'échec des grèves du 30 novembre, aidée par la politique d'union sacrée des dirigeants syndicaux aggravèrent bientôt cet état de chose.

Le résultat de toute cette série de capitulations est typique : Une certaine de camarades à la porte, 48 heures pour les uns, 51 pour les autres, travaux aux pièces, temps pratiquement impossible, règlement à la tête, liberté syndicale abolie, atmosphère de contrainte, contrôle de l'embauche perdue, c'est-à-dire que nous sommes revenus à la situation, peut-être même aggravée, des années antérieures à 36.

En toute objectivité, il faut bien préciser la responsabilité des dirigeants syndicaux. Il est patent que ce qu'ils redoutaient le plus était l'avance des travailleurs. Ils firent des efforts incroyables pour éviter les conflits, les étouffer s'ils éclataient malgré eux. Ils permirent sciemment à la maîtrise de reprendre son influence. Ceci est très important en raison des difficultés ainsi apportées à la propagande.

Quelques camarades avaient pensé que le conflit du 30 novembre pouvait rebondir, c'est une grosse erreur. Les ouvriers n'avaient pas encore réalisé les conditions d'un rebondissement, c'est-à-dire une opposition solide. Cette condition n'étant pas remplie, il est inutile de parler de rebondissement. La direction syndicale bien qu'ayant perdu de l'influence en possédant encore assez pour placer le mouvement dans la voie de la capitulation. Et maintenant on ne peut penser repartir avec des possibilités de succès que dans la mesure où l'opposition aura su se frayer un chemin dans la confiance des ouvriers.

Trois devoirs impérieux :

S'abonner à la Lutte Ouvrière
Faire des abonnés
Souscrire chaque semaine

Congrès des Syndicats Ouvriers de la R. P.

Les 9, 10 et 11 mars prochain se tiendra à Paris le Congrès des syndicats. Nous venons d'avoir les rapports. Un rapide examen nous permet de les apprécier au même titre que les articles de Gitton dont nous parlons d'autre part.

La semaine prochaine nous examinerons, dans un article plus étudié, comment se présente le Congrès.

Dès maintenant, nous traduisons ici tout l'étonnement et la colère que provoque la lecture du rapport financier pour 1938.

La balance entre les recettes et les dépenses se chiffre par un déficit de 1.470.467 fr. 40 soit 1/3 des dépenses totales ! Par contre, pour la solidarité, l'U.D. a fourni 568.010 fr. 50, un peu plus du cinquième des frais que « nous » occasionnons « nos » propriétés. Ce n'est pas le budget d'une Union de syndicats mais bien plutôt d'une association amicale pour la villégiature en campagne, association en déficit...

Voilà pour la gestion des fonds produits par nos cotisations. Ces quelques chiffres sont naturellement éloquentes à eux seuls.

Nous verrons pour les effectifs — déficit aussi —

Cette gestion de l'Union de nos syndicats est désastreuse : il faut chasser de la direction les responsables !

Meeting de front unique à Colombes

Le meeting de Front Unique à Colombes entre le POI, le PSOP, le Centre syndical contre la guerre, l'U.A. et la SIA, jeunes rassembla à la salle municipale près de trois cents personnes malgré une grande réunion de fortune qui se tenait le même soir. Le meeting était essentiellement convoqué pour dénoncer la politique de vie chère du gouvernement Daladier et le danger de guerre qui se renfermait par la défaite du front gouvernemental catalan.

Le représentant du Centre syndical contre la guerre exposa un point de vue sur la guerre qui parut singulier à bien des camarades. Il ne s'agissait plus de dénoncer la guerre impériale et comme la continuation militaire de la politique de rapine des superchômeurs, mais de se prononcer contre la guerre parce que... les forces et les possibilités nationales ne la permettaient pas (sic).

Citroën-Javel

Après le torpillage des 40 heures

Dans la voie de la réaction, le patronat ne s'arrête jamais. Et c'est compréhensible : son intérêt de classe le pousse à asservir toujours davantage les ouvriers.

Les mesures prises par la direction Citroën-Michelin depuis le 30 novembre sont une illustration de ce qui précède. Rappelons-les brièvement :

En premier lieu, renvoi de 591 camarades parmi les grévistes du 30 novembre, ce qui a eu pour effet de décapiter la section syndicale et de priver les ouvriers de leurs délégués. Depuis, pas de nouvelles élections. Nos patrons attendent sans doute, pour y procéder, d'avoir suffisamment garni la boîte de leurs créatures.

Ensuite, retour à la semaine de 48 heures, en payant le moins possible d'heures supplémentaires.

Il est regrettable de constater que bien des ouvriers, séduits par l'augmentation de la somme touchée en fin de quinzaine, se sont laissés prendre à cette manœuvre de liquidation des 40 heures. Ils verront, dans quelques mois, ce qui restera de l'augmentation.

Car il est probable que la prochaine attaque patronale portera sur les salaires. Un fait le prouve : les traitements de techniciens et agents de maîtrise n'ont pas été augmentés depuis les 48 heures, de sorte qu'un ouvrier qualifié gagne presque autant qu'un chef d'équipe. Cette situation ne durera pas. Il est évident que si la direction n'a pas augmenté les salaires des techniciens, c'est qu'elle entend diminuer ceux des ouvriers.

L'opération se fera vraisemblablement d'abord, en réduisant le boni de chaque équipe; c'est pourquoi, dans tous les ateliers, on pousse en ce moment à l'augmentation de la cadence; puis, en rognant peu à peu sur les primes de vie chère. Voilà à quoi il faut s'attendre pour le proche avenir.

Des camarades s'imaginent que le gouvernement sera obligé d'intervenir en faveur des ouvriers, à cause des élections de 1940 qui approchent. C'est de la naïveté. La lutte entre patrons et ouvriers ne peut être résolue sur le terrain parlementaire. C'est une question de force entre nous et nos exploités. Si nous ne reconstituons pas un mouvement syndical puissant, nous irons de défaite en défaite, et tous les discours des chercheurs de portefeuilles n'y feront rien.

tions ouvrières qui luttent contre la collaboration de classes et le chauvinisme. Front unique de travail mais aussi confrontation des plate-formes, pour parvenir à une unité plus progressive garde républicaine marxiste. Le camarade Cazenave au nom du PSOP demanda le soutien des travailleurs de France aux ouvriers émigrés de Catalogne. Il affirma la volonté nette du PSOP d'engager des discussions publiques et démocratiques sur les programmes politiques.

LEÇONS D'UNE DÉFAITE

UNE INTERVIEW DE F. MUNIS

(suite du précédent numéro)

QUEL état d'esprit la politique gouvernementale avait-elle créé dans la population ?

L'inspiration anti-ouvrière qui commandait la politique du gouvernement de « la victoire » engendra dans toutes les couches populaires, le mécontentement, l'indifférence, et même la haine, contre le gouvernement et les bureaucraties des organisations ouvrières. Après les journées de mai 37, le prolétariat se pénétra de plus en plus de l'idée qu'il se battait pour rien. Et quoique la victoire sur le fascisme fut souhaitée par la majorité de la population, elle passa de l'indifférence à la résistance contre les mesures de mobilisation de Négrin. Des ouvriers parmi les plus conscients du prolétariat catalan faisaient leur possible pour échapper à la mobilisation au cours des derniers mois. Se battre pour Négrin et pour Comorera ? Jamais. Quand un nouveau 3 mai arrivera, le serait aux barricades : telles étaient leurs expressions caractéristiques.

Ces petits faits reflètent la réalité mille fois plus que la démagogie officielle sur « la capacité de résistance et de sacrifices » du peuple espagnol. Les ouvriers auraient tenu jusqu'au bout, s'ils avaient vu que les sacrifices de la guerre ne retombaient pas exclusivement sur leurs épaules. Le rationnement de guerre était réparti très inégalement suivant les classes. Les diverses couches de privilégiés, gouvernement, bureaucratie militaire, politique et syndicale, gardes d'assaut, ne manquaient de rien ; tandis que l'ouvrier crevait de faim au sens le plus strict du mot. L'organisation internationale pour le ravitaillement des femmes et des enfants était en fait entre les mains de la bureaucratie et des spéculateurs. Les femmes et les enfants affamés ne voyaient rien venir.

L'échelle des salaires exprimait le même esprit de privilèges, tout particulièrement en Catalogne où le ministère du Travail était Comorera, petit bourgeois réactionnaire passé aux stalinistes. Les ouvriers les mieux payés dans les industries de guerre ne gagnaient que 6 ou 700 pesetas par mois. Sur le marché libre, on ne trouvait plus rien à acheter. Dans les marchés clandestins, les prix étaient astronomiques, absolument inabordable pour les ouvriers.

Un litre d'huile coûtait entre 250 et 300 pesetas. Une boîte de viande de conserve de 80 à 100 pesetas, un kos de riz de 100 à 120 pesetas. La distribution régulière des rations ne touchait les ouvriers qu'après que la bureaucratie et les privilégiés eussent été déjà soigneusement pourvus. Les familles ouvrières étaient contraintes de manger dans les restaurants populaires, quand du moins elles avaient eu le bonheur d'en obtenir la carte d'accès, ce qui constituait déjà un privilège. Une portion de lentilles et un morceau de pain y coûtait 10 pesetas. Au cours des derniers mois, même cette nourriture commençait à faire défaut.

Si l'on ajoute à cela, la répression gouvernementale, le manque absolu de liberté, non seulement dans les réunions publiques et la presse, mais aussi dans les syndicats qui étaient devenus des sortes de commissariats de police, le terrorisme stalinien, sur qui pesait l'assassinat de centaines de militants révolutionnaires, les camps de concentration, où l'on a fusillé les militants qui s'étaient battus sur les barricades ouvrières de mai 37, on comprend facilement que les ouvriers n'étaient plus en état de se battre, comme en juillet 1936, ou lors de la défense de Madrid, ou bien encore en mai 37.

Voilà le mécanisme concret par lequel la politique du Front Populaire a abouti à l'effondrement sans lutte de la Catalogne. On ne peut pas imposer pendant trois ans au prolétariat une politique contraire à ses intérêts et attendre de lui qu'il sauve une situation désespérée.

La crise anarchiste.

— Quelle part prirent les organisations ouvrières à cette politique de trahison et de défaite ?

Je ne puis en quelques mots l'expliquer en détail, à propos de chaque organisation, en particulier et relativement. Prenons la question en bloc. Commençons par l'UGT. A un certain moment, il y eut dans l'UGT, la jeunesse unifiée et le parti socialiste, une certaine résistance qui tentait de s'exprimer. Cette résistance, il est vrai, s'orientait vers Largo Caballero et l'ancienne gauche socialiste. Il y eut même une scission. La masse poussait vers une politique révolutionnaire. Des mesures furent prises par la direction socialiste et ugdétiste visant l'exclusion de sections entières. Largo Caballero lui-même y était compris. Mais l'élan révolutionnaire de classe des masses fut une fois de plus détournée par la direction caballeriste, et tous les éléments évoluant vers la gauche furent livrés à la bureaucratie réformiste. Caballero et ses bureaucrates de « gauche » reculèrent, terrifiés devant l'importance d'une lutte sérieuse contre le Front Populaire et le stalinisme au sein d'une guerre civile. Depuis lors, l'unité la plus monolithique régna dans les rangs socialistes et ugdétistes. Largo Caballero lui-même, malgré ses critiques de caractère plutôt personnel que politique, ne bougea plus.

Dans la CNT, des résistances plus profondes durent être vaincues. La plus grande partie du prolétariat étant groupée dans la CNT, l'adaptation complète à la politique bourgeoise du Front populaire ne pouvait se faire sans une résistance plus ou moins spontanée et aveugle des ouvriers. Toutes les manœuvres et les déguisements verbaux (tels que « Front Populaire révolutionnaire ») des chefs anarchistes n'empêchèrent pas le prolétariat anarchiste de continuer à éprouver de la répugnance envers le bloc bourgeois du Front populaire. C'est pourquoi les chefs de la CNT ont dû traverser plusieurs étapes intermédiaires avant de parvenir à l'adaptation complète de la CNT au bloc bourgeois. La voix de la masse devait être étouffée. Les vieux militants, qui avaient forgé l'organisation et qui étaient restés fidèles à la lutte de classe, devaient être chassés des postes de direction dans les syndicats et dans la presse. L'extériorisation de cette résistance eut comme premier résultat la formation du groupement des « Amis de Durruti », qui s'étaient constitués avant les journées de mai. Ce noyau d'ouvriers révolutionnaires représentait un commencement d'évolution de l'anarchisme vers le marxisme. Ils avaient été amenés à remplacer la théorie du communisme libertaire par celle de la « junte révolutionnaire » (soviétique) comme incarnation du pouvoir prolétarien, démocratiquement élu par les ouvriers. Dans les premiers temps, surtout après les journées de mai, au cours desquelles les amis de Durruti se rangèrent avec les bolchevik-léninistes dans les premiers rangs des barricades, l'influence de ce groupement pénétra profondément la centrale syndicale et le noyau « politique » qui la dirigeait, la FAI. Les bureaucrates alarmés essayèrent de prendre des mesures contre les dirigeants des Amis de Durruti, les accusant d'être des « marxistes » et des « polliciens ». Une résolution d'exclusion fut prise par la direction de la CNT et de la FAI. Mais les Syndicats refusèrent carrément d'exécuter cette résolution.

Malheureusement, les dirigeants des Amis de Durruti n'ont pas su profiter de la force potentielle dont ils disposaient. Devant les accusations d'être des « polliciens marxistes », ils reculèrent sans combat.

— L'abandon du point de vue anarchiste et l'évolution vers la conception d'une politique prolétarienne consciente se manifestèrent-ils concrètement chez les ouvriers ?

La collaboration des chefs anarchistes avec la bourgeoisie et l'expérience générale de la révolution et de la guerre avaient rendu évident pour la plupart des ouvriers anarchistes le fait qu'un pouvoir prolétarien était indispensable à la sauvegarde de la révolution et des conquêtes prolétariennes. L'accord entre l'avant-garde bolchevik et les ouvriers pris individuellement se faisait

La semaine dernière, nous avons publié une première partie des déclarations de notre camarade Munis.

Tous nos lecteurs savent que Munis et Carlini devaient être jugés le 26 Janvier, à Barcelone.

C'est ce jour-là que Franco s'empara de la ville. Ce jour-là, le bourreau Franco faillit exécuter sur nos camarades la décision criminelle des agents stalinistes.

Par suite de circonstances heureuses, notre camarade Munis a pu s'échapper des griffes de la police, pleine de traites et de fuyards.

Malheureusement, il n'en fut pas de même pour

notre camarade Adolfo Carlini, qui, relâché par miracle de la Carcel de Estado, ne donna plus ensuite de ses nouvelles. Nous pouvons craindre pour son sort.

Tous nos camarades resserreront dans ces jours d'épreuves pour nos camarades, leur solidarité active. Amis de France, qui n'avez pas encore connu les sacrifices et les dévouements qu'exigent la guerre civile — mobilisez-vous, en envoyant de l'argent nécessaire, en défendant hautement vos militants, en répandant leurs appels et leur pensée.

Solidarité avec les Bolcheviks-Léninistes espagnols !

sans difficultés. Mais l'expression organique de cet accord ne put se cristalliser. En partie par absence d'un fort noyau bolchevik. En partie par défaut de clarté politique chez les Amis de Durruti.

Mais j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec de vieux militants anarchistes, certains d'entre eux assez influents. Tous exprimaient ouvertement la même idée : « Je ne peux plus défendre les idées que j'ai défendues avant la guerre civile. Je proclame mon accord avec la dictature du prolétariat, qui ne peut pas être la dictature d'un parti comme en URSS, mais celle d'une classe. Dans les organes du pouvoir prolétarien, toutes les organisations de la classe ouvrière peuvent se rassembler et coopérer. »

— Outre les Amis de Durruti, y avait-il d'autres manifestations de mécontentement dans la CNT et la FAI ?

A l'occasion de la « légalisation » et de la « réorganisation » de la FAI, qui en firent un parti politique de plus, le conflit se manifesta partout, surtout entre la Jeunesse Libertaire armée et la FAI, entre la plus grande partie des groupes de la FAI et la direction. Une crise profonde traversa tous les rangs anarchistes et anarcho-sindicalistes. Les ouvriers rejetaient la politique de collaboration des chefs anarchistes. C'est l'épuisement seul et la désorganisation qu'entraînaient la guerre dans les rangs ouvriers, appuyé par la bureaucratie des cadres de la FAI, qui ont pu venir à bout de la résistance des militants, renforcer le pouvoir des bureaucrates et empêcher les éléments progressifs de se regrouper et de reviser leurs idées jusqu'à l'adoption d'un véritable programme révolutionnaire.

— La théorie anarchiste ne s'est-elle pas exprimée, n'a-t-elle pas pu se renforcer comme réaction contre la politique de collaboration des chefs de la CNT ?

Certains ouvriers réagissaient en effet en retombant dans l'anarchisme sous sa forme la plus sectaire, ils considéraient la trahison de leurs chefs comme l'effet de leur « politisation ». Ils en déduisaient la nécessité du retour à la doctrine anarchiste intégrale. Mais, généralement, ces éléments n'avaient pu acquérir une grande influence auprès de la plupart des ouvriers anarchistes qui évoluaient au contraire vers la révision de l'idéologie traditionnelle de la CNT.

Ce qui n'empêche pas le danger d'une renaissance future de l'anarchisme en Espagne. Rappelons Lénine, sur ce point comme sur bien d'autres ! L'anarchisme ne constitue au fond qu'une punition contre les péchés opportunistes du prolétariat. Tant qu'un parti marxiste révolutionnaire ne se formera pas en Espagne, toute la malheureuse expérience de l'anarchisme espagnol pourra se renouveler.

L'action du P.O.U.M.

— Le P.O.U.M. n'a-t-il pu jouer un rôle de regroupement révolutionnaire dans cette désagrégation des organisations ouvrières ?

Il faut tenir compte de la position du P.O.U.M. dans le

rapport des forces en Espagne, comme parti situé à l'extrême-gauche du mouvement ouvrier, comme organisation ouvrière « révolutionnaire », ainsi que de la formidable conjonction révolutionnaire où il se trouvait. Le P.O.U.M. se trouvait ainsi placé dans une situation très favorable pour entraîner les ouvriers révolutionnaires anarchistes ou d'autres tendances dans la voie de la révolution prolétarienne.

Il ne manquait ni de force en militants, ni de liberté d'agitation et d'organisation. La situation révolutionnaire rendait au contraire ce travail possible au plus haut point. Mais toute une suite de fautes opportunistes et parfois ultra-gauchistes se sont manifestées dans le P.O.U.M. A commencer par son orientation générale depuis les événements de juillet qui ne tendait pas vers la prise du pouvoir, mais vers la collaboration. La presse bolchevik-léniniste espagnole et internationale a déjà maintes fois critiqué la collaboration du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité, et sa politique durant les premiers mois, qui aboutit à la dissolution des Comités ouvriers et militaires, et par suite au renforcement de l'Etat bourgeois et de son appareil militaire. Ces énormes fautes exprimaient naturellement la composition organique du P.O.U.M. et les conceptions générales, boiteuses et centristes, de sa direction. Après la période de collaboration, ces deux facteurs continuèrent à s'exprimer dans une politique d'hésitation, de phraséologie ampoulée, qui cachait en fait le manque de programme et d'objectifs clairs.

Alors qu'il fallait rompre énergiquement avec le passé, et montrer aux ouvriers que la seule issue était, non la collaboration avec le Front populaire, mais la conquête du pouvoir, la direction du P.O.U.M. cherchait la voie du retour au pouvoir par la collaboration au Front populaire. Je me souviens encore que quelques jours avant l'assassinat de Nin, à l'occasion d'une crise politique dans le gouvernement de la Généralité, le journal de la Jeunesse Communiste Ibérique, qui constituait la partie la plus radicalisée du P.O.U.M., affichait un grand titre réclamant : Gouvernement ouvrier et paysan dans la Généralité. Comment les ouvriers pourraient-ils comprendre ce qu'est un gouvernement révolutionnaire si le parti ouvrier se plaçant à l'extrême gauche du mouvement et se réclamant du marxisme, leur apparaît à réclamer un gouvernement ouvrier-paysan dans la Généralité, c'est-à-dire dans les cadres de l'Etat bourgeois ?

De cette expérience on doit conclure que le P.O.U.M. ne se trouvait en dehors du Front populaire que parce qu'il en avait été chassé par les stalinistes. Mais la direction du P.O.U.M. s'est efforcée de reprendre sa place dans le Front populaire et au pouvoir bourgeois, même après la répression et l'assassinat de ses militants. Je citerai encore un tract édité par le Comité Central du P.O.U.M. au cours de la dernière crise, au printemps 1938, pour réclamer la réintégration du parti dans le Front populaire afin d'y constituer, comme fraction de ce Front populaire, un Front prolétarien avec les anarchistes et la gauche socialiste de Caballero. Jusqu'à la débâcle, la politique du P.O.U.M. n'avait pas été redressée. Personne ne l'avait sérieusement tenté. Aucun groupement intérieur ne s'était formé pour cet objectif, bien que les militants les plus conscients condamnaient catégoriquement tou-

te la politique de la direction, comprissent la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire et s'accordassent sur la nécessité d'entreprendre cette tâche par une discussion litigieuse au sein du P.O.U.M.

Face aux masses anarchistes, la politique du P.O.U.M., avant Juillet, s'était bornée à un sectarisme qui le privait de la sympathie des ouvriers anarchistes. Ce sectarisme entraîna même à de graves erreurs politiques. C'est ainsi que la direction avait entraîné les syndicats ouvriers qu'influençaient le P.O.U.M. dans l'UGT, et non dans la CNT, où pourtant un travail beaucoup plus ample et plus efficace pouvait être fait, puisque les masses ouvrières catalanes s'y trouvaient, alors que l'UGT (qui ne groupait presque aucun affectif sérieux en Catalogne) ne s'y composait que d'un petit noyau bien connu comme briseurs de grèves.

Après Juillet, un sectarisme succéda inévitablement l'opportunisme envers les anarchistes. On peut chercher, au cours de toute la période de guerre civile, à travers toute la presse du P.O.U.M., une seule critique sérieuse de l'anarchisme. La direction du P.O.U.M. ne cherchait pas la voie des masses anarchistes, mais ne voulait que toucher leur tête dans des négociations de sommets. Au lieu de dresser les masses ouvrières contre la politique traîtresse du Front populaire, le P.O.U.M. parcourait les couloirs du ministère de la CNT pour y chercher un appui contre le stalinisme. Le résultat d'une telle « tactique » ne pouvait être que celui que l'on connaît. Le P.O.U.M. ne trouva pas l'appui des chefs anarchistes, et se barra lui-même la voie vers la conquête des masses. C'est ce qui permet de comprendre comment la répression put s'abattre contre lui sans que personne ne bouge. Cette politique opportuniste devait nécessairement empêcher l'évolution des ouvriers anarchistes, renvoyer à un lointain futur la construction du parti révolutionnaire, et nous entraîner à la défaite.

— Y avait-il dans le P.O.U.M. des éléments susceptibles de former le noyau organique d'une position révolutionnaire consciente ?

L'expérience ne nous autorise pas à donner à cette question une réponse affirmative. Depuis longtemps, certains militants à Madrid, à Barcelone et dans d'autres centres catalans, s'exprimaient contre la politique de la direction. Des tentatives pour constituer une plateforme cohérente furent faites, mais les militants qui l'essayèrent manquèrent de l'énergie qu'il aurait fallu pour pousser la clarification politique du sein du P.O.U.M. et faire la clarté politique nécessaire à l'élaboration d'un programme. L'effort le plus remarquable tenté dans ce sens fut fait par R. à Barcelone. Il ne contenait que la partie positive de la critique. Par contre, il idéalisait l'ancien bloc ouvrier paysan (parti de Maurin), et expliquait le centrisme poumiste comme subitement apparu après le 19 juillet. D'ailleurs les textes mêmes de ce camarade ne posaient pas le problème à partir de la nécessité du redressement du mouvement prolétarien national et international ; il ne voyait dans le P.O.U.M. que certaines erreurs tout à fait occasionnelles, sans examiner clairement l'ensemble du courant centriste, ni les racines organiques qui les nourrissaient dans le Parti. Bref, ne comprenant pas comment le travail de clarification politique devait être fait au sein du P.O.U.M., la faiblesse politique et la peur du trotskisme caractérisaient même les éléments les plus conscients parmi les militants mécontents de la direction. D'où le maintien du statu-quo et la stagnation politique dans le parti.

— Peux-tu nous dire comment s'organisa le mouvement bolchevik en Espagne ? Quelle fut sa portée ?

Le mouvement ne se reconstruisit, après la formation du P.O.U.M., que plusieurs mois après la guerre civile. Dans le cadre des libertés ouvrières et de la situation révolutionnaire générale, les bolchevik-léninistes s'efforcèrent de faire prévaloir la politique de la IV^e Internationale. Des groupes s'étaient constitués à Barcelone, à Valence, à Madrid, dans quelques autres centres catalans, et sur le front. Grâce à notre journal, la Voz Leninista, et à des tracts fréquents, nous étions parvenus à conquérir la sympathie de couches importantes dans la jeunesse libertaire, parmi les ouvriers cégétistes et poumistes. Nous devons noter comme caractéristique le fait que, tandis que les ouvriers anarchistes nous aidaient et nous protégeaient parfois dans notre travail d'agitation, nous trouvions rarement le même traitement de la part des camarades du P.O.U.M. Après un meeting au cours duquel nous fraternisâmes avec la Jeunesse Libertaire, nous pûmes même utiliser leurs locaux pour nos réunions, et pour y organiser des conférences. Non seulement nous travaillions fraternellement avec des ouvriers amis de Durruti, mais ils nous aidaient même à vendre et à diffuser notre journal. Lors des journées de mai un tract bolchevik-léniniste fut le premier à être distribué sur les barricades. Les bolchevik-léninistes et les amis de Durruti furent les seules organisations qui restèrent en contact avec les ouvriers soulevés et qui les poussèrent à continuer le mouvement vers la lutte armée.

Malheureusement, la succession des fautes qui s'étaient accumulées avait amené la révolution à son déclin. La mobilisation de tous les hommes valides entraîna la désorganisation des rangs ouvriers, et la dispersion des militants bolchevik-léninistes et des éléments sympathisants susceptibles d'évoluer vers une étape supérieure de rapprochement politique avec nous. La répression et la provocation stalinienne vinrent achever cette œuvre. Nos militants furent emprisonnés, certains d'entre eux furent assassinés comme Freund (Moulin), Wolf, Cid, Jaime Fernandez. Enfin fut organisé le fameux procès que vous connaissez déjà par « La Lutte ». Notre tâche consistait à regrouper les militants les plus conscients, à leur fournir un programme, à en faire des cadres susceptibles d'aider à former le parti révolutionnaire. Ce travail, en dépit de toutes les difficultés, par-dessus tout de la réduction presque à néant de nos cadres éparpillés çà et là par la mobilisation, ce travail continuait. Après notre emprisonnement à la Carcel Modélo, prison de la Généralité, nous avons eu, pendant 10 mois, l'occasion de poser le problème de la révolution, de tirer la leçon de la guerre civile, et de tâcher de trouver un accord avec les ouvriers anarchistes et poumistes nos compagnons de détention.

L'avenir du parti révolutionnaire

— Quels résultats concrets avez-vous obtenu dans cette voie ? Comment envisagez-tu le problème à venir ?

Nous sommes au moins tombés d'accord sur un point qui représente déjà un certain progrès : sur la nécessité de réorganiser le parti révolutionnaire en Espagne. Partant de là, les militants anarchistes critiquent et abandonnent leurs conceptions traditionnelles sur les problèmes de l'Etat et la dictature du prolétariat. Avec les camarades du P.O.U.M., l'accord a été en gros complet. Il va de soi que la débâcle, que la catastrophe espagnole, modifient tout notre plan de travail, et apportera sans doute des transformations dans les rapports de force entre les organisations. Mais il existe un certain nombre de militants tant dans le P.O.U.M. que dans la CNT, qui se retrouveront toujours, dans l'illégalité en Espagne ou le travail politique d'émigration. L'accord que nous avons réalisé en principe avec les camarades au sein du P.O.U.M. d'une lutte politique de clarification au sein du P.O.U.M. où les bolchevik-léninistes se classeront aussi, devra se continuer jusqu'à aboutir au résultat final : la formation d'une direction révolutionnaire sur le programme de la IV^e Internationale.

Comment le Front Populaire à ouvert les portes à Franco

Nous publions aujourd'hui une troisième partie de l'interview que nous avons prise à notre camarade Casanova, concernant la marche de l'industrie de guerre.

Au cours de sa longue conversation avec notre rédacteur, Casanova a ensuite abordé différents autres problèmes, tels que celui du ravitaillement, celui des volontaires étrangers, celui de la politique de la CNT, du P.O.U.M. et du marxisme révolutionnaire.

Malheureusement, la place nous fera défaut pour publier dans la « Lutte Ouvrière » la suite de cet interview.

Tous nos lecteurs pourront la trouver dans le texte complet de l'interview, qui paraîtra en brochure très rapidement.

L'INDUSTRIE DE GUERRE

TU fais bien de parler de cela, Casanova, c'est un problème d'une importance capitale. Il était en Espagne et il le sera dans tous les pays où le prolétariat sera placé devant la nécessité d'une guerre révolutionnaire contre le fascisme. Produire des munitions, de bonne qualité et en grande quantité, tel sera le problème de vie ou de mort dans chaque révolution ! Le gouvernement républicain est-il parvenu à créer une industrie de guerre et sur quelle base ?

— Quoique n'étant pas un grand expert dans ce domaine, j'ai une certaine expérience, ayant travaillé toute l'année 1938 précisément dans l'industrie de guerre. J'ai travaillé d'abord dans un petit village catalan de la province de Barcelone, trois mois en qualité de simple comptable dans une usine qui faisait des wagons et des machines agricoles avant le 19 juillet et qui a été transférée en une usine de guerre. On y fabriquait des grenades, des pièces de mitrailleuses, etc... J'ai été ensuite pendant près de neuf mois l'administrateur d'une usine de guerre à Barcelone même. Pour te décrire les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés tout le temps, ou plutôt le sabotage constant et permanent, la bureaucratie, le gaspillage, les vols, l'incurie, l'anarchie, celle-là dans le sens vulgaire du mot — enfin pour te raconter les exploits de l'administration criminelle de l'industrie de guerre qui s'appelaient Subsecretaría de Armamento (Sub-Secrétariat de l'Armement) il faudrait un livre, qui serait lui aussi riche d'enseignements, et malheureusement, je ne suis pas écrivain, ajoute Casanova. Quand on assistait à ces vols, à ce gaspillage perma-

Cette importante brochure, intitulée *Barcelone trahie*, coûtera 2 francs et paraîtra à très bref délai. Nous invitons tous les groupes du parti, tous nos lecteurs et amis, à en faire dès à présent la commande, et à en préparer une diffusion massive et systématique.

Le POI est seul à tirer complètement, loyalement, les leçons de l'expérience espagnole.

Aux travailleurs français de se grouper avec lui pour éviter les tragiques ravages du Front populaire, toujours et partout le meilleur fourrier du fascisme.

Faites vos commandes dès cette semaine aux Publications Populaires (compte chèque postal Naville-1333-80, Paris). Les commandes accompagnées de leur montant jouiront d'une réduction de 10 p. 100.

(déplacements inutiles, le courant électrique manquant plusieurs fois précisément pendant les heures où on en avait le plus besoin, les matières premières arrivant à l'usine quand on n'en demandait pas, par contre celles dont on avait besoin manquant bien que les magasins du Sous-Secrétariat en regorgeaient, etc...) ; quand on assistait à tout cela, on se demandait toujours : « Sont-ils des imbéciles, ou des fascistes ? » C'était toujours le sujet de notre conversation, dans les moments libres, dans mon bureau, entre mon collaborateur, du reste un stalinien, mais travailleur honnête et dévoué, accomplissant la tâche qui lui était commandée par le Sous-Secrétariat de l'Armement, et moi-même.

Imbéciles ou fascistes ? Certes, il y avait des imbéciles, mais surtout des fascistes, des agents de la 5^e colonne, et ceux qui peut-être inconsciemment faisaient son travail.

Tout à fait au début, en 1936, c'était la Généralité qui dirigeait en Catalogne l'industrie de Guerre. Pour cela elle avait créé un organisme qui s'appelait « Comisión de Industrias de Guerra de Catalunya ». Cette commission était dirigée au début par un ouvrier métallurgiste de Barcelone, un militant du syndicat des métaux de la CNT, Valléjo. On peut avoir des opinions critiques quant à ses conceptions anarcho-sindicalistes, celles du gros des ouvriers d'avant-garde catalans, mais il faut rendre hommage à son dévouement et à son esprit de sacrifice sans limite, à son courage, à son énergie, à son initiative.

(Suite page 4)

Pour Grynspan

par Léon TROTSKY

Il est clair pour toute personne même peu familiarisée avec l'histoire politique, que la politique des gangsters fascistes provoque directement, et quelquefois délibérément, des actes terroristes. Ce qui est le plus étonnant c'est qu'il n'y ait eu qu'un seul Grynspan. Sans aucun doute, le nombre de ces actes augmentera.

Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des nationalités opprimées. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous comprenons aussi clairement l'inevitabilité de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont vers les vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. Notre sympathie s'accroît du fait que Grynspan n'est pas un militant politique, mais un jeune inexpérimenté, presque un enfant, dont le sentiment d'indignation fut le seul conseiller.

Arracher Grynspan des mains de la justice capitaliste, qui est capable de lui couper la tête pour mieux servir la diplomatie capitaliste, est le devoir élémentaire, immédiat, de la classe ouvrière internationale.

LA CAMPAGNE STALINISTE

Ce qui est le plus révoltant, dans sa stupidité policière et sa violence inexprimable est la campagne que l'on mène actuellement contre Grynspan par ordre du Kremlin dans la presse staliniste internationale. On essaye de le dépeindre comme un agent des nazis ou un agent des trotskystes liés aux nazis. Jetant dans le même sac le provocateur et sa victime, les stalinistes prétent à Grynspan l'intention de créer un prétexte favorable aux mesures pogromistes de Hitler.

Que peut-on dire de ces « journalistes » vénaux qui n'ont plus le moindre vestige de honte ? Depuis le début du mouvement socialiste, la bourgeoisie a en tout temps attribué toute démonstration violente d'indignation, particulièrement les actes terroristes, à l'influence déclinante du marxisme. Les stalinistes ont hérité, sur ce point comme sur d'autres, des plus ignobles traditions de la réaction. La IV^{ème} Internationale doit être à juste titre fière que les rebuts réactionnaires, y compris les stalinistes, associent automatiquement à la IV^{ème} Internationale, toute action ou protestation courageuse, toute explosion d'indignation, tout coup porté aux exécuteurs. Il en fut de même avec l'Internationale aux temps de Marx.

Nous sommes liés, naturellement, par les liens d'une ouverte solidarité morale, à Grynspan, et non à ses géoliers « démocratiques » ou aux calomnieux, stalinistes, qui ont besoin du corps de Grynspan pour étayer même partiellement et indirectement, les verdicts de la justice de Moscou. La diplomatie du Kremlin, complètement dégénérée, essaye en même temps d'utiliser cet « heureux » incident pour renouer ses intrigues en vue d'un accord international entre les divers gouvernements, y compris ceux d'Hitler et de Mussolini, pour une extradition mutuelle des terroristes. Attention, maîtres de la falsification ! L'application d'une pareille loi nécessiterait la remise immédiate de Staline entre les mains d'au moins une douzaine de gouvernements étrangers.

Les stalinistes glissent dans l'oreille de la police que Grynspan fréquentait des « réunions de trotskystes ». Car, s'il avait circulé dans le milieu de Malheureusement, ce n'est pas vrai. La IV^{ème} Internationale, il aurait trouvé une issue différente et plus effective à son énergie révolutionnaire. Rares deviennent les gens qui soient même capable de s'indigner contre l'injustice et la bestialité. Mais ceux qui, comme Grynspan, sont capables d'agir comme ils pensent, prêts au sacrifice de leur

vie, sont le précieux levain de l'humanité.

TROUVEZ UNE AUTRE VOIE !

Du point de vue moral, — et non pour ses méthodes d'action — Grynspan peut servir d'exemple à tout jeune révolutionnaire. Notre solidarité morale avec Grynspan nous donne un droit supplémentaire de dire à tous les Grynspan possibles, à tous ceux qui sont capables de se sacrifier dans la lutte contre le despotisme et la bestialité : Trouvez une autre voie ! Ce n'est pas le vengeur isolé qui peut libérer les opprimés, mais seulement un grand mouvement révolutionnaire des masses, qui ne laissera rien subsister du système de l'exploitation de classe, de l'oppression nationale et de la persécution raciale.

Les crimes sans précédents du fascisme créent une soif de vengeance entièrement justifiable. Mais l'ampleur de ses crimes est si monstrueuse que cette soif ne peut être apaisée par l'assassinat de bureaucrates fascistes isolés. Pour cela, il faut mettre en mouvement des millions, des dizaines et centaines de millions d'opprimés à travers le monde, en les guidant à l'assaut contre les bases de la vieille société. Seul le renversement de toutes les formes d'esclavages, la complète destruction du fascisme, seul l'exécution de la justice du peuple impitoyable contre les bandits et gangsters contemporains, peuvent apporter une réelle satisfaction à l'indignation du peuple. Telle est précisément la tâche que la IV^{ème} Internationale s'est assignée. Elle nettoiera le mouvement ouvrier de la plaie du stalinisme. Elle ralliera à ses rangs l'héroïque génération de la jeunesse. Elle franchira un chemin à l'avenir plus précieux et plus humain.

TCHÉCOSLOVAQUIE

A propos du "Front Ouvrier International"

Une certaine confusion a été répandue récemment par le Bureau de Londres (centriste), qui s'est transformé en un « Front ouvrier international ».

Cependant, ce « Front » a oublié totalement de prendre position vis-à-vis des discours de Maxton, président de l'I.L.L.P., félicitant à la Chambre des Communes Chamberlain pour son « accord » de Munich.

Nous avons reçu, à propos d'une réunion de ce groupement, la déclaration suivante, que nous portons à la connaissance de tous :

DÉCLARATION

« Je viens d'apprendre que dans une récente publication sur la Conférence du « Front International contre la Guerre » ayant eu lieu en septembre 1938, le groupe tchèque « Proletar » est cité parmi les organisations participantes. Afin de prévenir des malentendus à ce sujet, je fais la déclaration suivante :

« Le Groupe « Proletar » n'a pas décidé de participer à cette conférence et n'y a délégué personne. Un membre du groupe, se trouvant par hasard sur les lieux de la conférence, s'est trouvé à la séance comme hôte et seulement pour information. Il n'a fait sans mandat et à titre personnel ; la liaison étant alors interrompue, pas un seul autre membre du groupe n'a d'ailleurs eu connaissance de cette participation. Le camarade en question a formellement déclaré qu'il n'avait pas de mandat. Il a même répété sa déclaration après la conférence. Malgré cela,

A mort les Juifs et

Trotsky !

crient les fascistes mexicains

Mexico, 29 janvier. — Un juif a été gravement battu la nuit dernière par un groupe de brutes manifestant en ville en brisant les fenêtres de boutiques juives et criant : A mort les juifs ! A mort Léon Trotsky !

Les fascistes tentèrent d'aller en corps de Mexico à Cayoacan où habite Trotsky pour mettre à exécution leur menace, mais la police brisa la manifestation.

Cette manifestation voulait protester contre l'arrestation de cinq membres de la clique réactionnaire dans le Parti National Mexicain qui avaient tenté de manifester contre le droit d'asile pour 1.500 membres des Brigades Internationales qui ne pouvaient pas rentrer dans leur pays.

Il est significatif de voir les fascistes faire bloc à cette occasion avec les stalinistes contre Trotsky.

Du 13 au 28 Février :

1.325 francs pour la "L. O."

Il nous faut 4.000 francs en Mars !

C'est grâce à l'effort de tous nos lecteurs que la *Lutte* continuera à paraître régulièrement chaque semaine.

Mais ce n'est pas assez !

Il faut maintenant augmenter le format. Voilà le but que nous nous assignons ! Camarades, amis, à l'œuvre pour une grande *Lutte Ouvrière* !

Note de la Trésorerie Nationale

Le trésorier appelle l'attention des cellules sur l'importance des versements réguliers des timbres et des phalanges.

Les trésoriers des cellules parisiennes versent directement, contre reçu numéroté (il faut l'exiger), les phalanges à la *Lutte Ouvrière*. Par contre, ils remettent au trésorier régional tous les mois (2^e permanence, c'est-à-dire le dernier mercredi de chaque mois ; la 1^{re} permanence a lieu le 2^e mercredi du mois) la feuille des comptes portant : Numéro de carte de chaque adhérent, timbre payé, phalange promise, phalange payée. Une circulaire régionale donnera de plus amples détails.

Pour la province, les groupes marchent assez bien. Mais il faut que les isolés se mettent en règle très rapidement, retirent leur carte s'ils n'en ont pas, ou versent régulièrement timbres et phalange. La *Lutte Ouvrière*, avec des phalanges régulières, pourra se développer, augmenter même son format. Le trésorier s'engage auprès de ses camarades et des groupes de province, afin de réduire la multiplicité de correspondance, à effectuer pour leur compte les commandes de brochures, revues, abonnements, etc.

Le trésorier national.

Le groupe « Proletar » est cité parmi les participants dans une récente publication. Afin de prévenir des malentendus, je déclare : le groupe « Proletar » n'était pas représenté à la conférence, et ne porte par conséquent aucune responsabilité dans ses débats et ses décisions. On sait que le groupe *Proletar* se revendique du programme et des principes de la IV^{ème} Internationale.

Le 19 Janvier 1939. J. GUTTMAN.

POLOGNE

A l'aide des Bolcheviks-Léninistes Polonais

La presse polonaise fait grand bruit autour des arrestations que nous avons signalées la semaine dernière. Le gouvernement polonais veut frapper un coup contre nos camarades qui ont relevé le drapeau de la lutte de classes socialiste, totalement déserté depuis que le Kremlin a officiellement dissous le parti « communiste ».

Il veut préparer un procès contre nos camarades, et les condamner comme il l'a fait déjà pour des dizaines d'autres.

Notre parti se doit de faire un effort particulier pour le soutien de nos camarades. Ils ont acquis une large influence dans le prolétariat polonais, ils sont à l'avant garde militante de la IV^{ème} Internationale.

D'après des informations sûres, il apparaît que plusieurs de nos camarades ont été livrés à la police par les agents stalinistes, comme gage de l'alliance que Litvinov ne cesse d'offrir au colonel Beck.

Il faut collecter des fonds et les adresser au journal en mentionnant : « Pour les camarades polonais. »

14^e cellule 160 fr. ; Roussel 50 fr. ; X (Paris) 50 fr. ; Michaud 50 fr. ; C.H.F. 25 fr. ; Amis du Maroc 400 fr. ; C. 50 francs ; Canard 20 fr. ; Marseille 80 francs ; Ecole Normale, sympathisants 100 fr. ; 17^e-18^e cellule 20 fr. ; 15^e cellule 100 fr. ; 19^e cellule 30 fr. ; H.D. 25 fr. ; Terual 250 fr. ; Postier P.L.M. 15 fr. Total : 1.325 francs.

Note de la rédaction. — Vu l'ampleur que nous avons tenu à donner à la situation en Espagne, nous avons dû laisser au marbre une série d'articles sur l'URSS, sur la Belgique, sur la politique « d'unité » du P.C., sur l'Indochine, sur l'action dans le 17^e, sur l'élection du Pape. Ces articles paraîtront dans notre prochain numéro.

Calomnies Fascistes

Le Comité d'Aide aux Réfugiés Espagnols communique la réutation suivante :

« La grande presse dite d'information a publié la nouvelle de l'arrestation à Barcelone de l'écrivain républicain Daniel Rebull, écrivain sous le pseudonyme de David Rey, et Rosita Soler, âgée de 15 ans, qui, selon un rapport de police, serait la maîtresse du chef de la Tcheca et aurait déclaré que sur l'ordre de son amant, elle tua 35 détenus avec une mitrailleuse. »

« Tout cela est faux. David Rey n'est ni « écrivain » ni « républicain » ; il s'agit d'un mieux militant ouvrier qui a passé douze années de sa vie dans les prisons. Membre du POUM, il a été traduit avec les dirigeants de ce Parti devant le Tribunal d'Espionnage qui, après 18 mois de prison préventive, l'a acquitté. N'ayant tenu aucun poste pendant la guerre ni au sein de son parti, ni public, il ne voulait pas quitter l'Espagne et abandonner sa compagnie qui avait été opérée quelques jours avant la chute de Barcelone. Quant à Rosita Soler, il s'agit de la sœur d'une militante de la Jeunesse du POUM. Elle n'a jamais milité dans aucun parti ni organisation, elle n'était la maîtresse d'aucun « tchéquiste » et n'a jamais tué personne ni avec une mitrailleuse, ni aucun autre instrument. »

A la Conférence Palestinienne

Un compromis pourri pour la guerre

La pression des événements a été la plus grande. L'impérialisme britannique semble (lundi soir 27 février), pencher vers une alliance anglo-arabe, et l'on peut s'attendre à présent à une aggravation bien plus grande de la situation.

Chamberlain accède plus ou moins à la limitation ou à l'arrêt, de l'immigration juive en Palestine. C'est la première revendication arabe. La deuxième (interdiction de la vente de terres aux juifs) et la troisième (constitution d'un Etat « indépendant » satisfait dans la même mesure. Résultat après dix heures de cette « solution » : une quarantaine de morts, en majorité arabes.

Et tout laisse présumer que ça va continuer. Les excitations fascistes des sionnistes (ou révisionnistes) tirent profit de la situation lamentable où va se trouver le monde sioniste tant que les prolétaires juifs de Palestine n'auront pas compris qu'il faut à tout prix soutenir la révolution nationale anti-impérialiste arabe, seul moyen de permettre dans les masses arabes misérables, des fellahs et des ouvriers des villes l'éclosion d'un mouvement révolutionnaire contre la bourgeoisie, les effendis, les princes et les rois qui s'approprient à accomplir une trahison du peuple arabe.

En effet, si l'impérialisme anglais, « démocratique », anti-raciste, et ami des juifs, a ainsi passé l'éponge sur une « promesse » solennelle d'encourager la création d'un « Home National juif en Palestine, c'est que, dans le jeu complexe de ses intérêts, notamment la préparation à la guerre, il considère essentiel de tenir bien en mains les émiss et les rois qui, avec les effendis et les bourgeois réunis pour l'instant, exploiteront féroce ment le fellah !

Résultat : l'Italie et l'Allemagne se trouvent évincées dans la conquête de la direction du mouvement nationaliste arabe et des traités d'alliance du genre irakien, égyptien ou autre, au besoin épicés d'une « Fédération », d'un Khalifat, et voilà, pour un certain temps du moins, la société arabe entre les mains des valets de l'Angleterre, les princes, les chefs religieux, les soldatesques « nationale » et la bureaucratie corrompue, vendue.

Mais cela ne durera qu'un temps. Ce régime craquera devant la pression des événements économiques, des compétitions impérialistes. L'aristocratie terrienne, les familles régnantes, les chefs religieux s'opposent au développement du capitalisme qui va continuer, comme par devant, à pomper les fellahs vers la ville.

La bourgeoisie faible, mais taillée dans la course à l'industrialisation, jouera le rôle d'instrument du capitalisme étranger. Les masses arabes posent leurs revendications devant cet

te situation. La loi agraire et les revendications ouvrières à une législation sociale doivent devenir le fondement même du front d'airain des prolétaires juifs et arabes.

C'est la tâche essentielle des ouvriers juifs d'avant-garde, même de ceux qui, jusqu'à présent ont cru pouvoir concilier sionisme et révolution sociale.

Un parti prolétarien révolutionnaire, détaché nettement du réformisme ou du centrisme collaborationniste juif, ayant rompu nettement avec le sionisme devant la défaite actuelle ; un parti révolutionnaire irréconciliablement opposé à la trahison que des « chefs » vendus auront perpétrée contre la nation arabe en s'alliant à l'impérialisme pour mieux l'exploiter ; un tel Parti, essentiellement internationaliste peut seul poser clairement les tâches communes des travailleurs exploités de la ville et du village depuis Bagdad jusqu'au Caire.

Ce parti doit être créé sous l'égide de la IV^{ème} Internationale. Héritière directe des révolutionnaires qui ont lié la révolution du prolétariat industriel des pays capitalistes à la révolution nationale des peuples exploités, des colonies ou semi-colonies, elle seule peut brandir son drapeau sans tache après la trahison stalino-réformiste.

Le Bureau de Londres a cru pouvoir « résoudre » lui aussi la question en larmoyant devant les uns et les autres pour obtenir des « concessions », pour « réconcilier » ses partisans juifs de Palestine avec les arabes. Une résolution a même été votée qui esquive les questions au travers d'un mirifique « plan » ultra-détaillé qui ne répond à rien et qui montre surtout un caractère de panneau-réclame électoral de députés habitués à mentir et à tromper. Nous sommes heureux d'enregistrer que le délégué du PSOP au Bureau de Londres (officiellement, car le PSOP n'adhère pas formellement aux « Citrons pressés ») s'est opposé à ce plan et a pris le parti qui tout révolutionnaire doit prendre : Contre l'Impérialisme partout, soutien inconditionnel aux révolutions des peuples coloniaux.

LES LOIS DE NUREMBERG EN PALESTINE

Au surplus, notre opposition déterminée au sionisme ne nous empêche pas de déclarer sans plus tarder que la « solution » de Londres, dans ce régime maudit, aboutit à instaurer le pire antisémitisme, comme en Allemagne, et que ce sera là l'origine d'une répression contre la minorité juive. En effet, l'interdiction de vendre des terrains aux juifs impliquera la définition du juif (comme en III^e Reich), et créera une bureaucratie arbitraire et tracassière sur chaque transaction. Et puis, on cherchera à acheter des terrains par des sociétés anonymes. Donc, il faut définir celles qui sont juives ou non. Etc., etc. Quant aux « droits minoritaires », on sait ce qu'ils ont donné ailleurs.

C'est pourquoi, il faut jeter le cri d'alarme sur cette question qui peut être à l'origine d'une nouvelle guerre, bien pire que celle que nous connaissons.

I. IBNI.

CYCLE DE CONFÉRENCES POUR LE 15^e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Nous avons dû, pour des raisons matérielles, repousser de deux semaines l'ouverture de notre cycle de conférences sur la révolution française.

La semaine prochaine nous annoncerons la date définitive d'ouverture ainsi que le lieu.

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

Cet homme, ce militant, ce simple ouvrier, était capable de transformer en une semaine, parfois en quelques jours, une usine métallurgique quelconque en usine de guerre. Il trouvait les machines qu'il fallait, les confiait sur le champ, les emmenait en camion, allait à la recherche par exemple des cloches des églises dont le bronze servant à faire des balles. Comme Vallejo, il y avait sûrement en Catalogne et dans le reste de l'Espagne des centaines et des milliers d'ouvriers qualifiés connaissant leur métier, dévoués sur les barricades, mais aussi sur leur lieu de travail, devant le tour, la forge et le four. Mais leurs efforts, leurs capacités, leur énergie et leur dévouement à la cause de l'industrie de guerre (ils comprenaient très bien l'importance de chaque obus sorti de leur atelier) furent à chaque instant paralysés par les organismes centraux. On peut en dire autant de beaucoup de dévoués et bons spécialistes venus de l'étranger.

Je citerai au hasard les cas de cet ingénieur belge, le camarade K..., spécialiste en matière de fabrication d'explosifs, qui s'est offert au département correspondant et dont on a refusé les services, parce qu'on avait des contrats avec les fournisseurs étrangers ; et de cet ingénieur, espagnol celui-là, qui dirigeait une école d'aviation et qui a présenté un projet parfaitement réalisable d'une usine pouvant produire des avions et qui fut refusé pour permettre les achats à l'étranger.

Quant à Valléjo, mentionné plus haut, il a été congédié vers mai 1937, comme tant d'autres travailleurs dévoués, et remplacé évidemment par des stalinistes... et des fascistes.

Fascistes, tu exagères ?

Non, je n'exagère pas du tout. Je constate un fait. La Catalogne possédait une industrie métallurgique assez importante, facilement transformable, et les matières premières nécessaires arrivaient en quantité respectable du centre et aussi de l'étranger. Une puissante industrie de guerre qui aurait rendu l'Espagne presque indépendante des spéculateurs étrangers pouvait et devait naître. Une preuve, historique celle-là. N'alimentait-elle pas pendant la grande guerre les deux camps belligérants, auxquels elle fournissait des munitions de bonne qualité. Pourtant, une grande usine de munitions qui travaillait à l'époque pour la France et dont l'ingénieur a été pendant la grande guerre assassiné dans des conditions mystérieuses par les agents du contre espionnage allemand, faisait pendant les derniers mois pour le gouvernement républicain, 90 % de « loupés ».

Dans l'usine que j'administras, la production n'était tombée dernièrement que de 30-40 % (mais, c'est un cas

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

(suite de la page 3)

exceptionnel). La production tombait évidemment non seulement en quantité, mais aussi en qualité, et c'était un phénomène général. Les raisons ? L'inertie, la mauvaise organisation, et cela malgré le nombre toujours croissant « d'organisations », de nouveaux inspecteurs, de nouvelles commissions, qui devaient chercher les raisons de cette anarchie... Plus il y avait de ces « commissions » nouvelles, plus il y avait de circulaires et d'instructions qui tous les quinze jours changeaient les méthodes de travail, plus il y avait de statistiques à établir, de fiches à remplir (une simple facture devait être faite en six exemplaires) plus il y avait de ces commissions de contrôle recherchant par exemple des faux malades (16), plus il y avait de contrôleurs à la recherche des « incontrôlables » (incontrôlables), plus cela allait mal, malgré les fanfaronnades officielles et mensongères et malgré les singeries du stakhanovisme.

Illustrons cette sinistre pagaille et nous allons essayer de l'expliquer après. La Subsecretaria de Armamento qui concentrait et dirigeait toute l'industrie de guerre, devait nous fournir les matières premières (le fer, le charbon, le bois, le pétrole, la terre réfractaire, le sable de fonderie, les graisses pour les machines, etc...). Sans ces matières premières, ou si, tout simplement une d'elles manquait, on était arrêté, et les ouvriers condamnés à jouer aux cartes à l'intérieur de l'atelier.

Or, très souvent manquait une matière de première importance. Elle manquait non parce que la Subsecretaria n'en avait pas (ses magasins en regorgeaient, et la même matière était très souvent volée), mais parce que le responsable du département correspondant « oubliait », malgré les ordres écrits et téléphoniques, de l'envoyer chez nous, il « oubliait » d'envoyer le pétrole ou le charbon, par exemple, malgré qu'il ait reçu les commandes

(16) Faux malades, les ouvriers qui abusaient des Assurances Sociales et qui sous des prétextes futiles ne se présentaient pas au travail.

munies de tous les cachets. Par contre lui ou son collègue « n'oubliait pas » très souvent d'envoyer une matière première en quantité trop grande qui risquait d'encombrer une usine.

Il y avait — raconte Casanova — des cas comiques, ou plutôt tragi-comiques, à cet égard. Une fois, un responsable d'un département s'est trompé d'un chiffre et a tout simplement ajouté un zéro. Au lieu de 5 tonnes de charbon il en a envoyé 500. Ce n'est pas une galéjade, c'est un fait comme il y en avait tant. On peut trouver des histoires de ce genre chez l'humoriste soviétique Zoetchenko, mais Zoetchenko faisait de la satire et exagérait intentionnellement, tandis que je ne fais qu'un récit. On nous envoyait des matières premières très chères dont notre usine n'avait pas besoin. Ainsi le contrat établi, en dépit du bon sens, entre notre usine et la Subsecretaria, prévoyait une livraison mensuelle de 200 kilos de ferro-manganèse et de 200 kilos de ferro-silicium. De multiples interventions téléphoniques et orales de la part du directeur technique, du contrôleur de la Subsecretaria et de moi-même, ayant pour but d'annuler ces envois de matières si chères dont nous n'avions besoin d'autres usines qui en manquaient, n'ont abouti à aucun résultat. Le ferro-manganèse et le ferro-silicium arrivèrent à notre usine jusqu'au dernier moment.

Pour déplacer une matière d'une usine à l'autre, il fallait des autorisations et des permis spéciaux du contrôleur de la Subsecretaria sans lesquels on ne pouvait rien. Et comme il s'agissait d'une collectivité qui était composée d'une trentaine d'usines et comme le Gouvernement poursuivait le problème des collectivisations ensuite, les autorisations n'étaient pas accordées.

La Subsecretaria préférait paralyser la production, qu'elle était chargée officiellement d'impulser et de coordonner, plutôt que de collaborer honnêtement avec la Collectivité.

Je passe maintenant au courant électrique (un problè-

me de première importance) sans lequel aussi on restait « en plan », comme on dit en français. Eh bien ! le courant électrique manquait précisément pendant les heures où on avait le plus besoin de lui, c'est-à-dire pendant les heures où l'on fondait.

Une longue interruption de courant et le contenu du four électrique se solidifiait, rendait celui-ci inutilisable et immobilisait l'usine. Je revois mon collaborateur, le directeur technique (l'ancien patron) rudement embarrassé dans un moment pareil et me suppliant à chaque instant de téléphoner au Central Electrique.

Le courant électrique manquait non seulement pendant les alertes (c'était inévitable), mais plusieurs fois par jour, et il y avait des jours (et dernièrement c'était très fréquent) où on ne le voyait pas du tout.

Evidemment ces incidents étaient prétextes à une paperasserie abondante. Chaque matin, on devait signaler en trois exemplaires, les interruptions de courant de la veille (nombre, durée, etc...). D'autres contrôles, comme tu le vois, d'autres fiches, encore de la paperasse, mais le courant continuait à manquer.

Autre chose. Notre collectivité avait besoin de certaines machines, et elle ne pouvait les acheter qu'à l'étranger. Pour faire ces achats, elle avait délégué quelques représentants. Mais le gouvernement, qui n'était pas enclin à favoriser la collectivité (Collectivité CNT-UGT, mais dont la majorité des ouvriers et du Conseil d'Entreprise était de la CNT), refusait les passeports en prétextant qu'il n'y avait pas de devises pour un luxe pareil. Par contre, il y avait des devises pour envoyer de multiples déléguations à l'étranger dont le but était de broser les chausseries de quelques démocrates millionnaires et de cirer le plancher dans les antichambres de MM. les ministres de France et d'Angleterre, afin de gagner le cœur de Chamberlain — objectif central et impossible de toute la politique internationale du Front Populaire. Eh bien, les machines ne furent pas achetées... Il en résulta une perte pour la collectivité, et l'impossibilité de mettre en marche quelques sections dans plusieurs usines. Une perte évidemment, pour l'industrie de guerre, mais MM. de la Subsecretaria ne faisaient pas cas de ce détail.

Quant une pièce est terminée, que cela soit un lingot une pièce de machine, un triplé de mitrailleuses Hotchkiss, ou un obus, elle doit être livrée au destinataire, c'est-à-dire à une autre usine qui doit la terminer, ou à un arsenal par exemple, et elle ne doit pas en principe, rester et attendre que « se meduran lo higos » (que les figues deviennent mûres).

(à suivre).